

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE
N°47



LGV NON
AHT EZ

oooooooooooooooooooooooooooooooo

➤ **Présence à Lurrama les 6, 7 et 8 novembre**

Comme tous les ans Nivelle-Bidassoa a participé à la tenue du stand du CADE à Lurrama. L'occasion d'aller au-devant des gens inquiets des dernières prises de position du gouvernement sur la LGV.

Le public s'est mobilisé contre le projet d'exploitation de l'or au Pays basque. Beaucoup découvrait cette nouvelle menace pour notre environnement et près de 850 personnes ont signé la pétition.



➤ **Après Lurrama, le préfet sous pression avant de donner son avis sur le permis de recherche d'or**

La société Sudmine a fait une demande de Permis Exclusif de Recherches (PER) d'or et de substances connexes, sur un périmètre de 126 km², couvrant les communes de Ainhoa, Cambo, Espelette, Halsou, Itxassou, Jatxou, Larressore, St Pée, Sare, Souraïde et Ustaritz.

L'objectif de cette demande est d'identifier en vue d'une exploitation plusieurs gisements d'or libre dans des mines à ciel ouvert.

Sur ce périmètre d'exploration et d'exploitation, de nombreuses initiatives prises par des associations et des professionnels, ont engagé résolument notre territoire vers une agriculture responsable, respectueuse de l'environnement, utilisant des ressources renouvelables et pérennes, et produisant des filières biologiques et des produits de qualité, dont les produits d'appellation d'origine AOP Ossau Iraty, et AOP Piments d'Espelette.

La mine, par nature, est une activité qui, extrayant du matériau, détruit le terrain sur laquelle elle s'installe et confisque des terres agricoles, pour une exploitation de court et moyen terme, avec des conséquences sur la ressource en eau et sur l'environnement. En effet, l'or contenu dans les minerais nécessite pour sa récupération des traitements mécaniques ou chimiques très complexes ainsi que d'énormes quantités d'eau. Les risques de pollution sont majeurs et les impacts désastreux sur l'environnement de la mine de Salsigne (Aude) fermée en 2004 sont encore présents pour en témoigner.

Ce projet portera donc atteinte à notre territoire, à son environnement, à son économie et notamment aux orientations prises en terme d'agriculture.

A l'occasion de Lurrama, nous voulons souligner que les différents acteurs du territoire (filières agricoles, associations de consommateurs, associations de défense de l'environnement) portent un avis défavorable sur ce projet et ont la volonté de réunir leur force pour s'y opposer.

Le ministre de l'agriculture, consulté par le préfet à la demande des syndicats des AOP, a également rendu un avis défavorable.

Le 8 novembre au soir, une pétition contre le projet, lancée il y a moins de 4 semaines, a déjà recueilli plus de 2250 signatures dont 906 signatures papier, montrant que ce refus est largement partagé (signatures électroniques sur le site : www.cade-environnement.org).

Signataires :

Les fermiers du Pays Basque en AOP Ossau-Iraty,

Le Syndicat des Producteurs du Piment d'Espelette,

EHLG (Euskal Herriko Laborantza Ganbara),

ELB (Euskal Herriko Laborien Batasuna),

APFPB (Association des Producteurs Fermiers du Pays Basque – label Idoki),

Inter AMAP,

Le CADE (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement) et B.L.E (Biharko Lurraren Elkartea)

Ce communiqué commun a été envoyé à la presse mais aussi au préfet des Pyrénées atlantiques qui doit incessamment rendre son avis sur le permis déposé par Sudmine pour l'exploration et l'exploitation d'or au Pays basque.

➤ **Alain Rousset continue à manier les contre-vérités**

Dans une interview parue dans Mediabask le 12 novembre dernier Alain Rousset n'hésite pas à déclarer :

« *Personne ne peut dire qu'il y a une opposition à la LGV. Lorsque l'on fait une enquête d'opinion, nous sommes autour de 70 à 80% de personnes favorables à la LGV.* »

Il fait sûrement allusion à ce sondage IFOP commandé par RFF en octobre 2010 réalisés dans les départements directement ou indirectement bénéficiaires du GPSO, uniquement sur internet.

Ce sondage ferait apparaître 89% d'avis favorables mais seulement 36% des sondés « *connaissent de nom ou de vue les GPSO* ». C'est dire le sérieux du résultat !

En revanche, il oublie de faire référence au sondage IFOP réalisé pour *Sud-Ouest Dimanche* publié le 20 octobre 2013 révélant 56 % d'opinions en faveur de l'aménagement du réseau existant (54 % en Aquitaine) contre 33 % de partisans de nouvelles lignes à grande vitesse. Oubliés les différents référendums en Pays basque où la population s'est prononcée contre la LGV à plus de 90%.

Nous avons écrit à son chef de cabinet pour qu'il nous communique les résultats des sondages évoqués par Alain Rousset... pas de réponse bien sûr !



Dans un entretien sur France Info le même jour.

A la question du journaliste : « Est-ce qu'il vous est arrivé au cours de votre carrière que des électeurs mécontents vous secouent sérieusement ? »

Le plus sérieusement du monde le président de la région Aquitaine rétorque :

« Oui, on a d'ailleurs aujourd'hui un vrai débat sur la ligne à grande vitesse Bordeaux-Espagne avec l'Espagne [...] et j'ai eu quelques Zadistes qui, à un moment donné, se sont rués sur moi. Heureusement que la police française m'a protégé. »

Vous l'aurez compris les Zadistes c'est nous mais nous n'avons pas le souvenir de l'avoir secoué sérieusement mais de l'avoir toujours reçu bruyamment.

Retrouvez le passage de l'entretien (à partir de la 2^{ème} minute) : [L'ENTRETIEN](#)

➤ **Un TGV d'essai déraile près de Strasbourg, 11 morts**

Une rame d'essai de TGV, circulant avec de nombreux techniciens à bord, a déraillé samedi 14 novembre à Eckwersheim, près de Strasbourg. L'accident a fait 11 morts et 37 blessés. Il est survenu sur une portion de voie non encore ouverte au trafic commercial. Il s'agit de l'extension de 106 kilomètres de la ligne à grande vitesse (LGV) Est.

L'accident est survenu sur un ouvrage d'art qui franchit le canal de la Marne-au-Rhin.

Le bruit d'explosion a pu être provoqué lorsque la rame, composée de six wagons, a heurté l'ouvrage d'art. Les deux motrices situées à l'avant et à l'arrière ont été projetées dans le canal.



La SNCF précise que le TGV a vraisemblablement déraillé « *en raison d'une vitesse excessive* ». La rame d'essai roulait dans la courbe à 265 km/h au lieu de 176km/h, le conducteur aurait freiné en retard.

Coïncidence malheureuse : ce dramatique accident survient deux jours après la déclaration péremptoire d'Alain Rousset à Mediabask : « La LGV c'est la possibilité de gagner du temps en toute sécurité »...

➤ **Le fiasco financier de la LGV Tours-Bordeaux**

Coup de théâtre, le 26 novembre, les banques créancières de Lisea décident de bloquer les crédits « *en raison des risques financiers qui pèsent sur la pérennité de ce projet.* » Bluff ou pas, Lisea pourrait rapidement se retrouver en défaut de paiement. Fera-t-on appel à l'Etat qui a garanti 80% de la dette du concessionnaire ? Le gouvernement exigera-t-il de la SNCF d'augmenter le nombre de trains sur la ligne, même s'ils roulent à moitié vides ? Ce serait lui demander de transgresser « la règle d'or » de ne plus creuser l'impressionnante dette estimée à ce jour à 42 milliards d'euros...

Côté public, il manque 795 millions d'euros Des collectivités comme la Charente et le Conseil général de la Gironde, ont décidé de stopper leurs versements. D'autres au nord de Bordeaux suspendent leurs paiements dans l'attente de la connaissance des dessertes. Enfin, l'Etat à travers l'AFITF¹, privée des recettes de l'écotaxe poids lourds, passe souvent son tour. Qui bouchera les trous ?



Ainsi à travers ce partenariat public-privé se trouve réalisée avec le plus grand cynisme la théorie de la privatisation des bénéfices et de la socialisation des pertes. La participation d'un opérateur privé n'a pu transformer un projet non rentable en un miracle.

Désormais par PPP faut-il entendre « Partenariat Perdant Perdant » ?

➤ **Les opposants de sud Gironde contestent les études environnementales commandées par la SNCF**

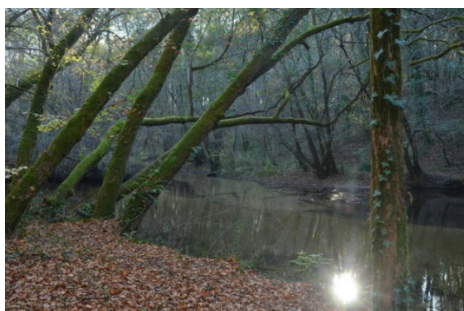
Avec raison, nos amis girondins ne désarment pas et se servent des élections régionales comme caisse de résonance. Ils s'attachent surtout à faire valoir l'argument qui fonde leur opposition : l'impact écologique du projet.

L'enquête d'utilité publique avait pointé l'un des points faibles du projet de LGV : son impact environnemental. SNCF Réseau s'est empressé de commander trois études. Les opposants ne contestent pas la compétence des cabinets qui les ont conduites mais remettent en question la méthode de travail.

Selon Xavier Planty, président de l'appellation Sauternes aucun expert n'a rencontré qui que ce soit sur le terrain. Pour les opposants: « *On sent la main de la SNCF derrière les conclusions des cabinets d'études* ». Forts de cette conviction, les vigneron et les associations Sepanso et Landes environnement attitude (LEA) envisagent de faire procéder à de nouvelles études au plus près du terrain.

De plus ces associations (que nous rencontrons souvent) fondent des inquiétudes sur le sort de la forêt de hêtres « *la plus vieille d'Europe, peut-être même la plus vieille du monde* » que la LGV doit approcher à 2km.

¹ Agence de financement des infrastructures de transport de France



Le Ciron objet de la contestation

Sur la base de sondages souterrains réalisés entre Saucats et Cabanac, elles redoutent que pour la stabilité de l'ouvrage, il soit nécessaire de couler d'immenses pieux de béton dans la nappe phréatique. « *C'est une eau qui n'a jamais vu la pollution, assure notre amie Denise Cassou, présidente de LEA. C'est un crime contre la nature et la santé...* »

Manifestement ces associations fourbissent leurs armes avant d'engager la bataille juridique dès que la déclaration d'intérêt public -DUP- sera proclamée.

➤ **Positionnement sur la LGV des candidats aux régionales**

Le CADE a tenu sa conférence de presse le mercredi 2 décembre et a restitué aux médias la position des candidats sur les projets LGV. Ne sont prises en comptes que les réponses reçues. Tous les candidats, avec parfois quelques nuances se sont prononcés contre les projets de LGV en Aquitaine et leur financement par la Région. Seul Alain Rousset reste « droit dans ses bottes » du moins pour le premier tour... Il fera une « petite pirouette » pour le second tour pour « draguer » les voix des Verts...

Vous pouvez retrouver l'état des positionnements des candidats [ICI](#)

➤ **Résultats 1^{er} tour Régionales Aquitaine : 15% de l'électorat favorable à la LGV...**

Lors des dernières élections régionales, bien que Xavier Darcos soit favorable à la LGV, Monsieur Rousset affirmait avec un aplomb déconcertant que les Aquitains, à travers sa réélection, avaient « plébiscité » la LGV.

Si l'on devait suivre ce raisonnement force est de constater aujourd'hui que seuls 30% des électeurs ayant voté au premier tour seraient favorables à la LGV. Avec un taux d'abstention de 50% ce serait 15% de la population en âge de voter qui serait pour ce projet !

Drôle de plébiscite...

➤ **LGV : Alain Rousset ne recule pas, il fait un petit pas en arrière...**

Pour s'allier avec les Verts au deuxième tour des élections régionales, Alain Rousset déclare: « *Le financement de la LGV, tel qu'on l'a vécu entre Tours et Bordeaux est fini [...] le mode actuel de financement des LGV par les régions n'est plus valable* »



Sans préavis, Alain Rousset balaye les espoirs de des élus limousins d'un financement de la LGV Poitiers-Limoges par la Région en cédant à la pression de l'écologiste Françoise Coutant.

Il refuse désormais d'engager l'argent régional dans tous les projets de ligne à grande vitesse y compris Limoges-Poitiers.

Conscient des conséquences politiques d'une telle annonce, et soumis à la fois à la pression du Président de la République qui suit le dossier au plus près, et de ses partenaires limousins, Alain Rousset a tenté hier de désamorcer la situation en réaffirmant dans un communiqué son soutien au projet : « *la LGV sera défendue par l'exécutif régional* » et en évoquant d'autres financements : le grand emprunt, la taxe carbone et l'Europe, ou une vignette régionale

➤ **Soirée annuelle contre les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII)**

Comme tous les ans le CADE organisait une soirée contre les GPII.

Affluence record avec une salle comble pour la pour la projection du film « Le dernier continent » relatif à la ZAD (Zone A Défendre de Notre Dame des Landes). La projection était suivie d'un débat en présence du réalisateur du film.



➤ **Mines d'or : où en sommes-nous ?**

Deux mois après son lancement, la pétition récolte déjà 2600 signatures. Les réunions publiques vont se poursuivre pour continuer à informer le plus d'habitants possible. La prochaine aura lieu à Cambo, le vendredi 5 février à 20h, salle Larrazkena

➤ **LGV Tours-Bordeaux : finalement, les banques paieront...**

Des incertitudes demeuraient quant au financement de la fin des travaux de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux. Jusqu'alors, les banques avaient bloqué leurs crédits en raison des risques de faible rentabilité de la future LGV. Cette crainte a été levée avec un accord conclu mais cela n'enlève rien à la fragilité d'un projet sur lequel pèse toujours une vraie menace financière...



« *Cependant, cette bonne nouvelle ne lève pas l'hypothèque qui plane sur le projet de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique* », indique la direction de Lisea. Ses équipes travaillent à « *une nouvelle demande de tirage de dette* » qui sera soumise aux banquiers dès le début du mois de janvier. Dans ces conditions, le bras de fer se poursuivra donc entre les différents partenaires, Lisea espérant toujours de nouvelles propositions de la SNCF sur le nombre de dessertes entre Bordeaux et Paris.

URTE BERRI ON

BONNE ANNÉE 2016

